

ECHANGES POUR RESPONSABLES JUDICIAIRES

A PROPOS

Les échanges pour responsables judiciaires permettent aux magistrats et personnels judiciaires ayant des fonctions managériales de façonner leurs compétences en matière d'administration des juridictions et de leadership.

En partenariat avec un homologue de l'UE exerçant la même fonction, les participants débattent de sujets aussi divers que les médias et leur influence sur les juridictions,

la numérisation de la justice, les ressources humaines, la gestion financière et budgétaire ou la gestion durable.

Tout en améliorant leur pratique individuelle, les responsables judiciaires ont l'opportunité d'observer des bonnes pratiques qu'ils peuvent mettre en œuvre dans leur juridiction à leur retour. Ils peuvent aussi partager leur expérience avec les magistrats et personnels judiciaires travaillant avec eux.

COMPETENCES MANAGERIALES ET LEADERSHIP



Les médias et leur influence sur les juridictions



Ressources humaines



Numérisation de la justice



Gestion durable

Gestion financière et budgétaire



Qui

Magistrats et personnels judiciaires ayant des fonctions managériales avec une bonne connaissance de la langue du stage.

Où

Les institutions membres du REFJ proposent une offre annuelle de stages au sein des tribunaux et parquets nationaux. La liste des places disponibles est publiée lors de l'appel à candidatures.

Quand

L'appel à candidatures est ouvert de septembre à mi-octobre l'année avant le stage.

CANDIDATURES

Toutes les candidatures doivent être soumises sur la plateforme du Programme d'Echanges à l'adresse www.exp-platform.ejtn.eu

La sélection des candidats relève des institutions membres du REFJ.

FINANCEMENT

LE REFJ couvre les frais de voyage et les dépenses journalières au moyen d'un per diem ou, le cas échéant, via le remboursement sur base des frais réels.

Les conditions financières varient selon la durée du stage.

CONTACT

Pour toute question, veuillez contacter exchangeprogramme@ejtn.eu ou consulter notre site Internet www.ejtn.eu



Avec le soutien financier du Programme Justice de l'Union européenne